



Revue-IRS



**Revue Internationale de la Recherche Scientifique
(Revue-IRS)**

ISSN: 2958-8413

Vol. 3, No. 4, Août 2025

This is an open access article under the [CC BY-NC-ND](#) license.



LA CRISE ANGLOPHONE AU CAMEROUN : D'UNE REVENDICATION CORPORATISTE A UNE GUERRE ASYMETRIQUE

Kevin Gires Ngueben Chendjou

Université d'Ottawa

Université de Yaoundé II (UY II)

Résumé : Le Cameroun fait face à des défis sécuritaires majeurs, notamment à l'Extrême-Nord contre Boko Haram, à l'Est avec les réfugiés centrafricains et dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest (NOSO) contre un groupe dissident anglophone. La crise anglophone, initialement une revendication corporatiste portée par des avocats et enseignants, a progressivement évolué en un conflit plus complexe. Malgré les réformes judiciaires, extra-judiciaires, humanitaires et politiques mises en place par l'État avec l'appui de partenaires internationaux, le conflit a suivi une trajectoire évolutive. En huit ans, il est passé d'un mouvement de revendications corporatistes à une poussée irrédentiste, avant de se transformer en une guerre asymétrique. Cette transition reflète l'impact des réponses politico-institutionnelles face aux revendications, inscrivant ainsi la crise anglophone dans les typologies des conflits sociopolitiques contemporains en Afrique.

Mots Clés : **crise anglophone; revendication corporatiste; mouvement dissident; guerre asymétrique.**

Summary: Cameroon faces major security challenges, notably in the Far North against Boko Haram, in the East with Central African refugees, and in the North-West and South-West regions (NOSO) against a dissident Anglophone group. The Anglophone crisis, initially a corporatist demand led by lawyers and teachers, has gradually evolved into a more complex conflict. Despite judicial, extrajudicial, humanitarian, and political reforms implemented by the state with the support of international partners, the conflict has followed a dynamic trajectory. Over eight years, it has shifted from corporatist demands to an irredentist movement, before transforming into an asymmetric war. This transition reflects the impact of political and institutional responses to the demands, situating the Anglophone crisis within the typologies of contemporary sociopolitical conflicts in Africa.

Keywords: Anglophone crisis; corporatist demand; dissident movement; asymmetric war.

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.16785745>

INTRODUCTION

Héritier des traditions coloniales franco-britanniques, le Cameroun se trouve aujourd'hui confronté aux défis du management de la diversité culturelle post-coloniale. Pour préserver sa stabilité, il est essentiel d'y apporter des solutions consensuelles. Minoritaire, la communauté anglophone, principalement implantée dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, exprime à nouveau son mécontentement face aux inégalités persistantes et à la domination de la culture francophone.

Bien que le pays ait misé sur la promotion du bilinguisme comme un levier essentiel de son développement¹, les événements survenus dans le NOSO révèlent de profondes insuffisances dans l'application de ce principe constitutionnel, pourtant cher à l'État camerounais. Face à la montée de l'intolérance et à la persistance des affrontements meurtriers qui ont déjà fait environ 1 850 morts, 530 000 déplacés internes et près de 35 000 réfugiés au Nigéria², il apparaît nécessaire

¹ Voir Article premier alinéa 3 de la loi n°96/06 du 18 janvier 1996 Portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n°2008/001 du 14 avril 2008, p.4.

² International Crisis Group, (2019) « Crise anglophone au Cameroun: comment arriver aux pourparlers. » Rapport Afrique (272), 02 mai, p.3.

d'examiner cette crise, qui continue de capter l'attention de l'opinion publique nationale et internationale.

Cependant, comme susmentionné, ce travail n'entend pas à revenir sur les grands débats théoriques en cours sur ce conflit³, mais plutôt à analyser les transformations qu'il a connues depuis son émergence, autrefois perçue comme une simple revendication corporatiste. De nombreuses publications scientifiques ont exploré les racines de cette crise. Certains travaux mettent en évidence les fondements historiques de la question anglophone au Cameroun, soulignant comment l'histoire continue d'influencer le présent⁴. D'autres recherches plus récentes, comme celle de Pierre KAME BOUOPDA, identifient les legs institutionnels et sociopolitiques coloniaux comme les principaux facteurs de la crise dans le NOSO⁵. LOUNGOU et NDONG, quant à eux, considèrent cette crise comme un conflit oublié par la communauté internationale⁶.

Par ailleurs, plusieurs chercheurs ont examiné le rôle des réseaux sociaux dans la mise en lumière des revendications anglophones⁷, ainsi que la manière dont elles se sont structurées autour de la question de la forme de l'État⁸. D'autres études ont mis en avant la dimension religieuse dans la reconfiguration des dynamiques du conflit⁹, ainsi que l'expression de frustrations identitaires non résolues depuis l'indépendance¹⁰.

Aussi pertinents soient-ils, ces travaux omettent toutefois de souligner l'évolution significative de ce conflit depuis sa résurgence. En effet, les motivations qui guidaient initialement les groupes

³ Vous pouvez les retrouver ci-dessous dans le cadre de la revue de la littérature.

⁴ Piet KONINGS, (1996) « Le problème anglophone au Cameroun dans les années 1990. », in *Politique africaine* 62 (juin): 25-34. Voir aussi, Piet KONINGS et Francis NYAMNJOH, (1997) « The Anglophone Problem in Cameroon. » *Journal of African Modern Studies* 35 (2): pp. 207-229. Voir aussi, Piet KONINGS et Francis NYAMNJOH, (2003) *Negotiating an Anglophone Identity: A Study of the Politics of Recognition and Representation in Cameroon*. Leiden et Boston: Brill, *Afrika-Studiecentrum*, Victor J. NGOH, (2001) *Southern Cameroons, 1922-1961: A Constitutional History*. Aldershot: Ashgate.

⁵ Pierre BOUOPDA KAME, (2018) *La crise anglophone au Cameroun*, Paris, Harmattan, 190p

⁶ Serge Loungou et Serges Meye Ndong, (2022) « Les régions anglophones du Cameroun, théâtre d'un conflit oublié », in *Géographie et guerre. Au-delà du conflit en Ukraine, quels liens? Quelles évolutions?* Volume 2, n°2, pp 47-48.

⁷ Baba WAMÉ, (2018). « Réseaux sociaux numériques et minorités. Stratégies médiatiques et lutte pour la visibilité des anglophones du Cameroun. » *Les cahiers du numérique* 3 (14): 107-127.

⁸ Boris BERTOLT, 2018. « "L'ennemi est parmi nous": Les usages politiques de la loi antiterroriste au Cameroun » *Journal des anthropologues* 3 (154-155): 85-107, NNA-EMEKA Okereke, (2018) « Analysing Cameroon's Anglophone Crisis. » *Counter Terrorist Trends and Analyses* 10 (3): pp8-12.

⁹ Nadine MACHIKOU, (2018) « Utopie et dystopie ambazoniennes: Dieu, les dieux et la crise anglophone au Cameroun. » *Politique africaine* (150): 115-138

¹⁰ Joseph KEUTCHEU, (2021) « La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun ». *Politique et Sociétés*, Vol 40, n°2, pp3-26.

contestataires ont progressivement évolué en fonction des réponses gouvernementales apportées aux revendications.

Ainsi, une question centrale se pose : comment analyser les mutations des enjeux du conflit dans l'évolution de la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun ? Cette étude vise à examiner les interactions entre les différents acteurs et leur influence sur l'évolution du conflit. Il s'agira notamment de démontrer comment la qualité et la nature des réponses gouvernementales destinées à apaiser les tensions ont, paradoxalement, renforcé la radicalisation des revendications indépendantistes. Ce phénomène, jadis marginal dans les années 1990¹¹, s'est progressivement cristallisé à travers des affrontements et une radicalisation accrue des leaders anglophones, en réaction aux décisions du pouvoir en place.

Pour éclairer ces transformations, cette analyse mobilisera deux principaux cadres théoriques : le constructivisme de Peter Berger et Thomas Luckmann et l'interactionnisme stratégique de Michel Crozier et Erhard Friedberg.

L'approche constructiviste, qui postule que les faits sociaux ne sont pas spontanés mais résultent de constructions sociales¹², permettra de comprendre le processus de réémergence de la crise anglophone, les trajectoires et les conditions ayant conduit à sa transformation progressive en un conflit asymétrique.

L'approche interactionniste¹³, quant à elle, aidera à analyser comment les stratégies et comportements des acteurs en présence ont contribué à l'enlisement du conflit. En d'autres termes, elle permettra de montrer que les réponses apportées par le gouvernement aux revendications de la minorité anglophone ont favorisé une radicalisation progressive et une escalade des violences dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Deux catégories de sources seront exploitées pour mener cette étude :

Les sources primaires, incluant des documents officiels, des rapports et des textes de loi visant à établir l'état des droits de la minorité anglophone et leur intégration dans le champ politique.

¹¹ Piet KONINGS, op.cit.

¹² Peter BERGER et Thomas LUCKMANN, (2012) *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 344p.

¹³ Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG, (1992) *l'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Éditions du Seuil, Paris, 500p

Les sources secondaires, constituées d'ouvrages, d'articles scientifiques et de thèses issus de centres de documentation et de plateformes numériques spécialisées.

En s'appuyant sur ces cadres théoriques et méthodologiques, ce travail ambitionne d'apporter un éclairage nouveau sur l'évolution de la crise anglophone au Cameroun et les dynamiques qui en ont façonné les mutations.

1- De la réactualisation de la crise anglophone à l'aune des revendications corporatistes

La crise sécuritaire sans précédent à laquelle l'État camerounais est confronté trouve ses origines dans son histoire coloniale singulière¹⁴ et dans la gestion postindépendance du nouvel État par ses dirigeants¹⁵. L'héritage du double protectorat franco-britannique a façonné une structure politique et administrative marquée par une dominance francophone, laissant en arrière-plan les spécificités culturelles et institutionnelles des régions anglophones. Cette situation a progressivement nourri un sentiment de marginalisation au sein des communautés anglophones, aggravé par des difficultés de gouvernance et une centralisation excessive du pouvoir. Ces facteurs ont contribué à l'émergence des premières revendications politiques au tournant des années 1990¹⁶, une période marquée par la montée du multipartisme et l'intensification des luttes démocratiques en Afrique.

Toutefois, malgré la persistance des appels à une plus grande autonomie, voire à l'indépendance, ces revendications n'ont jamais véritablement mobilisé les populations locales de manière massive. Les tentatives de structuration d'un mouvement indépendantiste sont restées sporadiques, entravées par des divisions internes et l'absence d'un leadership unifié. Ce n'est qu'en 2016 que la crise anglophone connaît une résurgence spectaculaire, catalysée par un ensemble de revendications corporatistes portées par des acteurs spécifiques.

Le retour en force de la question anglophone trouve son origine dans la mobilisation des avocats des régions anglophones, regroupés au sein de plusieurs consortiums professionnels. Le 11 octobre

¹⁴ Marie Irène NGAPETH BIYONG, (2009) *Cameroun. Combat pour l'indépendance*, Paris, harmattan, 520p

¹⁵ Il s'agit notamment des puissances mandataires et tutélaires que sont la France et la Grande Bretagne, toutes ayant reçu quitus successivement par la Société des Nations et les Nations Unies d'administrer le Cameroun.

¹⁶ Piet KONINGS, « le « problème anglophone » au Cameroun dans les années 1990 », in *Afrika-Studiecentrum (Leiden)*. pp. 25-34.

2016, ces derniers descendent massivement dans les rues du Nord-Ouest et du Sud-Ouest pour dénoncer des conditions de travail jugées inacceptables et une marginalisation persistante dans le domaine judiciaire. Ils réclament notamment :

la traduction systématique des textes législatifs et réglementaires en anglais, notamment le Code pénal et le Code de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), qui sont publiés uniquement en français¹⁷.

Le respect de la tradition juridique de la Common Law, propre aux régions anglophones, mise à mal par la nomination de magistrats francophones ne maîtrisant ni la langue anglaise ni les principes juridiques propres à ces régions¹⁸.

Le mouvement est porté par plusieurs organisations professionnelles, parmi lesquelles la Fako Lawyers Association (FAKLA), la Meme Lawyers Association (MELA), la North West Lawyers Association (NOWELA) et la Manyu Lawyers Association (MALA)¹⁹. Face à l'absence de réponse satisfaisante des autorités, cette contestation va rapidement s'étendre à d'autres secteurs.

Par effet de contagion, les enseignants et étudiants rejoignent à leur tour le mouvement pour protester contre la francophonisation du système éducatif anglo-saxon au Cameroun. La convergence de ces revendications conduit à une véritable paralysie institutionnelle dans les régions concernées. Cette phase marque une transition dans la nature du conflit : d'une contestation professionnelle, la crise prend une tournure plus politique et sociétale.

1-2. Une gestion gouvernementale qui accentue la radicalisation

¹⁷ Joseph KEUTCHEU, op.cit; Voir aussi Kevin Gires NGUEBEN CHENDJOU, (2020) *Les politiques de reconstruction de la paix dans le contexte de la crise anglophone : le cas du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration*, Université de Yaoundé 2, Mémoire en Science Politique option Relations Internationales et Études Stratégiques, p.2, Ben Ahmed LASSAAD (2017), Cameroun-Crise anglophone : les principales dates d'une insurrection -chronologie) (En ligne), [Cameroun – Crise anglophone : Les principales dates d'une insurrection \(Chronologie\) \(aa.com.tr\)](http://aa.com.tr), consulté le 02/05/2024.

¹⁸ Ibidem

¹⁹ Jacques-Alexandre ESSOSSO (2017), « Cameroun: la crise anglophone ne faiblit pas » (En ligne), Jeune Afrique, [Cameroun : la crise anglophone ne faiblit pas - Jeune Afrique](http://jeuneafrique.com), consulté 01/05/2024.

Plutôt que d'engager un dialogue inclusif avec les acteurs du mouvement, le gouvernement camerounais opte pour une réponse répressive qui va profondément influencer l'évolution du conflit. Deux décisions majeures vont cristalliser les tensions :

Le recours à la force : sur ordre du gouvernement, les forces de l'ordre procèdent à une répression brutale des manifestants, avec des arrestations massives et des actes de violence qui accentuent le sentiment d'injustice au sein des populations anglophones.

La coupure d'Internet dans les régions concernées : cette privation numérique, perçue comme une sanction collective, renforce la perception d'une volonté d'étouffement de la contestation et d'un mépris des revendications locales.

Ces mesures coercitives marquent un tournant décisif : elles ne font qu'alimenter le ressentiment et pousser certains segments de la contestation à radicaliser leurs positions. En l'absence de dialogue et face à la répression, les revendications initiales axées sur le respect du bilinguisme et de la Common Law cèdent progressivement la place à une revendication plus radicale : l'indépendance pure et simple des régions anglophones²⁰.

1-3. L'émergence d'un État « fantôme » et la montée du séparatisme

Cette évolution aboutit à la formation d'un État fantôme, porté par une légitimité subjective au sein d'une partie de la population anglophone. Ce projet indépendantiste prend une nouvelle ampleur lorsque les leaders du mouvement, se revendiquant représentants des anglophones, proclament unilatéralement l'indépendance d'un nouvel État, baptisé « Ambazonie ».

Cette transformation marque une rupture fondamentale dans la dynamique du conflit. Alors qu'il s'agissait initialement d'une revendication corporatiste portée par des professionnels du droit et de l'éducation, la répression gouvernementale a conduit à l'émergence d'une idéologie séparatiste plus structurée. Dès lors, la crise n'est plus seulement une question de gouvernance et d'application du bilinguisme, mais une lutte pour l'autodétermination, portée par une frange de plus en plus radicale de la population anglophone.

²⁰ Killian NGALA CHIMTOM, *op.cit.*

En conclusion, la gestion inadaptée des revendications initiales a non seulement échoué à apaiser les tensions, mais a également contribué à l'exacerbation du conflit. Les réponses coercitives ont transformé une crise sectorielle en un mouvement indépendantiste structuré, illustrant ainsi comment des revendications légitimes, mal traitées, peuvent conduire à des dynamiques de fragmentation nationale aux conséquences imprévisibles.

2- Vers la tentative d'autodétermination

Le 1er octobre 2017 marque une étape décisive dans l'évolution du conflit anglophone avec la proclamation officielle de l'indépendance de l'« *Ambazonie* » par Julius AYUK TABE, qui déclare : « Nous ne sommes plus esclaves du Cameroun (...). Aujourd'hui, nous affirmons l'autonomie de notre patrimoine et de notre territoire. »²¹

Cet événement symbolique, fréquemment commémoré par les groupes séparatistes, illustre la détermination et l'attachement indéfectible à ce projet indépendantiste, malgré l'arrestation de son leader. Toutefois, au-delà du simple aspect commémoratif, cette proclamation marque l'entrée du mouvement séparatiste dans une logique de structuration étatique.

2-1. L'édification d'un État sans souveraineté : une légitimation contestée

Bien que l'Ambazonie ne bénéficie d'aucune reconnaissance internationale, ses promoteurs ont mis en place certains attributs propres aux États, notamment :

- Un drapeau et un hymne national, destinés à renforcer l'identité du mouvement ;
- Une population acquise à la cause indépendantiste, bien que cette adhésion demeure partielle et hétérogène ;
- L'absence d'un territoire effectif et d'une souveraineté reconnue, ce qui limite sa capacité à exister en tant qu'État à part entière.

²¹ Killian NGALA CHIMTOM, *op.cit.*

Dans ce contexte, les attaques répétées contre les forces de sécurité et les autorités locales dans les régions anglophones en conflit apparaissent comme une tentative de délégitimation du pouvoir central et de consolidation d'un pouvoir alternatif²². Cette dynamique s'inscrit dans un processus de sécession active²³, où les séparatistes cherchent à expulser toute « autorité étrangère », assimilée à un régime oppressif. Il s'agit donc d'une remise en cause directe de la souveraineté camerounaise, qui trouve une traduction constitutionnelle dans l'article 1, alinéas (1) et (2), affirmant l'indivisibilité et l'unicité du territoire national²⁴.

Ainsi, la crise anglophone dépasse le cadre d'une simple contestation politique : elle devient un enjeu territorial, où la revendication d'un espace propre constitue un préalable indispensable à l'existence effective d'un État séparatiste. Cette quête d'autodétermination s'accompagne d'une radicalisation progressive des discours et des méthodes employées par les groupes sécessionnistes.

2-2. Le Grand Dialogue National : une opportunité manquée ?

Face à l'escalade du conflit et sous l'effet de pressions nationales et internationales, le gouvernement de Paul Biya décide d'engager, en 2019, un débat public visant à trouver une issue à la crise. Cette initiative, baptisée « Grand Dialogue National » (GDN), se présentait comme une opportunité pour instaurer un cadre de négociation entre les différentes parties prenantes.

Cependant, plusieurs facteurs d'irrégularité vont rapidement fragiliser ce processus :

- L'absence des principaux leaders séparatistes, exclus ou emprisonnés, ce qui limite la portée des discussions²⁵ ;

²²Africanews avec AFP (2022), Cameroun: 7 personnes, dont 1 sous-préfet, tuées en zone anglophone (En ligne) in *Africanews*, [Cameroun : 7 personnes, dont 1 sous-préfet, tuées en zone anglophone | Africanews](#), consulté le 14/05/2024; Voir Moussa MBODOU HASSANE (2022), Cameroun : le sous-préfet et le maire d'Ekondo Titi tués par un engin explosif (En ligne), in Radio Ndarison Internationale, [Cameroun : Le sous-préfet et le maire d'Ekondo Titi tués par un engin explosif – Radio Ndarison Internationale](#), consulté le 14/05/2024.

²³Erik NEVEU (2019), *Sociologie des mouvements sociaux*, Quatrième édition, Paris, La découverte, P.9

²⁴Voir Loi n°96/06 du 18 janvier 1996, Portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n°2008/001 du 14 avril 2008, p.4

²⁵Pierre NKA dénonce : « *les acteurs du Grand dialogue n'ont pas été francs dans les décisions qu'ils ont prises* » dans un article de presse publié par Henri FOTSO (2020) dans la rubrique POLITIQUE, Dialogue national au Cameroun : bilan contrasté un an après, (En ligne), in *DW* [Dialogue national au Cameroun : bilan contrasté un an après – DW – 30/09/2020](#), consulté le 14/05/2024. Le Dialogue national au Cameroun : limites et perspectives pour une sortie de crise, p.7.

- L'intransigeance du gouvernement sur la question de la forme de l'État, excluant toute possibilité de fédéralisme, pourtant perçue comme une solution envisageable par une partie des acteurs du conflit²⁶ ;
- Un déficit de représentativité, certaines organisations de la société civile et des factions politiques considérant le dialogue comme biaisé et orienté en faveur du régime en place.

Ces irrégularités observées poussent à penser qu'il s'agissait davantage d'« un mécanisme purement formel, davantage destiné à redorer l'image du Cameroun au plan international qu'à résoudre une crise politique majeure et à raffermir le vivre-ensemble sur le triangle national »²⁷. Cette situation va nourrir un sentiment de défiance et fournir aux séparatistes un nouvel argument pour prolonger les hostilités. Dans leur perception, l'échec du dialogue confirme l'impossibilité de parvenir à une solution consensuelle à l'intérieur du cadre camerounais, renforçant ainsi leur conviction qu'une rupture totale avec Yaoundé serait la seule alternative viable.

2-3. Vers une guerre asymétrique : l'érosion du contrôle séparatiste

Par ailleurs, un autre phénomène vient complexifier l'évolution du conflit : la diminution progressive des allégeances des populations aux injonctions des séparatistes. Malgré la radicalisation des groupes indépendantistes, une partie de la population anglophone commence à remettre en question la pertinence et l'efficacité de leurs actions, notamment à travers :

- Le non-respect des couvre-feux et des journées ville morte imposés par les séparatistes, traduisant une fatigue croissante face aux restrictions et à l'insécurité ambiante ;
- Des désaccords internes parmi les factions séparatistes, certains leaders contestant la stratégie militaire et les attaques contre les civils ;
- La pression économique, les fermetures prolongées des commerces et des établissements scolaires entraînant des répercussions directes sur le quotidien des populations.

²⁶ Franck FOUTE (2019), Cameroun: la question du fédéralisme s'invite au dialogue national, (En ligne) in *Jeune Afrique*, [Cameroun : la question du fédéralisme s'invite au dialogue national - Jeune Afrique](#), consulté le 14/05/2024.

²⁷ Voir, Jeune Afrique (2020), Cameroun : que reste-t-il du Grand dialogue national ? (En ligne), [\[Tribune\] Cameroun : que reste-t-il du Grand dialogue national ? - Jeune Afrique](#), consulté le 15/05/2024.

Ce désengagement relatif des populations n'entraîne toutefois pas un affaiblissement immédiat des forces séparatistes. Au contraire, en réponse à cette perte de contrôle, ces dernières adaptent leurs stratégies et adoptent un mode d'action davantage basé sur la guerre asymétrique. Ce changement tactique se traduit par:

- Une multiplication des embuscades et des attentats ciblés contre les forces de l'ordre et les représentants de l'État ;
- Le recours aux enlèvements et à l'intimidation pour contraindre les populations locales à respecter leurs directives ;
- Une fragmentation du leadership, avec l'émergence de factions plus radicales prônant un affrontement direct et prolongé.

Ainsi, la crise anglophone a connu une mutation significative : d'une contestation politique et institutionnelle, elle s'est transformée en un conflit militarisé et idéologique, où chaque camp campe sur ses positions. L'absence de perspectives crédibles de négociation et l'intensification des actions violentes rendent aujourd'hui toute sortie de crise particulièrement complexe.

3- De l'autodétermination à une guerre asymétrique : une radicalisation progressive du conflit

Alors que la revendication d'un État indépendant semblait être l'objectif central des groupes séparatistes anglophones, les dynamiques du conflit ont progressivement évolué sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs : l'intransigeance du gouvernement camerounais, l'érosion du soutien populaire aux séparatistes et la mutation des modes opératoires des groupes armés.

3-1. Une remise en cause de l'idéologie indépendantiste

L'une des transformations majeures du conflit réside dans la perte de crédibilité progressive du projet indépendantiste porté par les séparatistes. En effet, la position inflexible du gouvernement

camerounais, qui refuse toute négociation sur la forme de l'État et réaffirme l'indivisibilité du territoire national²⁸, a conduit certains groupes séparatistes à revoir leurs ambitions initiales.

Parallèlement, la perte de contrôle des séparatistes sur les populations locales s'est accentuée au fil des années. De plus en plus, les habitants des régions anglophones contestent les méthodes de coercition employées par les factions indépendantistes et refusent de se plier à leurs injonctions. Ce rejet se manifeste à travers:

- Le non-respect des couvre-feux et des journées ville morte²⁹, témoignant d'une lassitude croissante face aux restrictions imposées par les séparatistes ;
- La réouverture progressive des établissements scolaires et des commerces, en dépit des interdictions des groupes armés ;

Cette rupture avec les populations, conjuguée à l'absence de perspectives politiques concrètes, a progressivement vidé la revendication indépendantiste de sa substance. Dès lors, le conflit a connu une mutation profonde, passant d'un combat idéologique à une logique de terreur et d'affrontements prolongés, caractéristique d'une dérive vers un pseudo-terrorisme.

3-2. L'intensification des violences et la dérive vers un conflit asymétrique

Au lendemain du Grand Dialogue National (GDN) de 2019, censé amorcer une résolution de la crise, la persistance des affrontements a pris une nouvelle tournure. Face à l'affaiblissement de leur influence politique et territoriale, les groupes séparatistes ont adopté de nouvelles stratégies de combat, marquées par :

- L'intensification des attaques contre les populations civiles, illustrant une perte de discernement entre les cibles militaires et les cibles civiles ; comme le note bien Ilaria ALLEGROZZI, « Des groupes séparatistes armés enlèvent, terrorisent et tuent, des civils

²⁸ Franck FOUTE, op.cit.

²⁹ Franck FOUTE (2020), Cameroun : retour progressif à la normale à Buea, Bamenda toujours « ville morte, jeuneafrique, (En ligne), [Cameroun : retour progressif à la normale à Buea, Bamenda toujours « ville morte » - Jeune Afrique](#), consulté le 11/05/2024.

dans les régions anglophones apparemment sans craindre d'avoir à rendre des comptes, que ce soit à leurs propres dirigeants ou aux autorités judiciaires camerounaises »³⁰.

- Une escalade des violences contre les infrastructures publiques et les ressources économiques paysannes, plongeant les régions anglophones dans une crise humanitaire majeure ;
- Le passage d'une guérilla artisanale à des actions de plus en plus sophistiquées, avec l'usage accru des Engins Explosifs Improvisés (EEI) et de la logistique militaire conventionnelle (armes légères et de petit calibre, armes lourdes).

Des localités comme Nkambé, Kumba ou Mamfé sont devenues des épices d'attaques répétées contre les forces de l'ordre et les populations civiles, démontrant une radicalisation des groupes insurgés. L'évolution des tactiques utilisées suggère également l'intervention de réseaux criminels transnationaux, facilitant l'approvisionnement en armes et la formation à l'usage d'explosifs sophistiqués. Cette dimension interroge sur les connexions éventuelles entre les factions séparatistes et d'autres groupes rebelles opérant dans la sous-région.

3-3. Un conflit désormais sans véritable horizon politique ?

Loin d'un conflit structuré autour d'une revendication de souveraineté politique, la crise anglophone semble s'être transformée en un conflit asymétrique prolongé, où les motivations initiales se diluent dans une logique de violence et de survie des factions armées. Alors que la date symbolique du 1er octobre continue d'être célébrée par certains mouvements indépendantistes, elle ne traduit plus la même dynamique politique qu'au début du soulèvement.

Les séparatistes ne contrôlent plus efficacement le territoire et leur projet d'autodétermination apparaît de plus en plus instrumentalisé par des factions aux motivations diverses. Certains groupes semblent désormais plus engagés dans la perpétuation du chaos et la recherche de financements illicites que dans la poursuite d'une véritable reconnaissance politique. Cette réalité rappelle les

³⁰ Ilaria ALLEGROZZI (2022), chercheuse senior sur l'Afrique centrale à Human Right Watch, dans Human Rights Watch, *Cameroun : Exactions des separatists dans les régions anglophones. Il faut poursuivre et sanctionner les combattants pour les crimes commis contre des civils*, (En ligne), [Cameroun : Exactions des séparatistes dans les régions anglophones | Human Rights Watch](#), consulté 14/05/2024.

schémas observés dans d'autres conflits prolongés en Afrique, où des mouvements de rébellion finissent par perdre leur agenda politique initial au profit d'une logique de survie et de prédation.

CONCLUSION

Malgré les pressions internationales et nationales en faveur d'une résolution, la crise anglophone au Cameroun reste profondément ancrée dans une impasse politique et sociale. Le refus du gouvernement d'engager un dialogue direct avec les acteurs séparatistes, qualifiés systématiquement de « terroristes », ainsi que la quête incessante de reconnaissance politique par les groupes rebelles, ont contribué à figer le conflit dans une dynamique de violence chronique. Huit années d'affrontements meurtriers ont transformé une revendication initialement corporatiste en une crise systémique, où les enjeux identitaires, institutionnels et économiques se mêlent désormais de manière inextricable.

Les populations civiles, principales victimes de ce bras de fer, subissent les conséquences d'une instabilité prolongée : déplacements massifs, effondrement de l'économie locale, détérioration du tissu social. Les réponses gouvernementales, souvent militarisées et répressives, n'ont fait qu'exacerber la défiance et radicaliser davantage certaines franges de la population des régions du

Nord-Ouest et du Sud-Ouest. L'absence de mécanismes crédibles d'écoute et de médiation a ainsi largement contribué à l'enlisement du conflit.

Dans ce contexte, repenser la cohésion nationale devient une urgence historique. L'idée d'un nouveau contrat social, fondé sur la reconnaissance de la diversité culturelle, la justice socio-économique et une gouvernance véritablement inclusive, pourrait offrir une voie alternative à l'impasse actuelle. Cependant, tant que les parties en présence persisteront dans des postures antagonistes et que l'État continuera à privilégier la force sur le dialogue, la perspective d'une sortie de crise durable restera lointaine. Il est à craindre que, sans changement de paradigme, la crise anglophone continue d'évoluer vers des formes plus complexes de contestation et de résistance, rendant sa résolution encore plus incertaine.

RÉFÉRENCES

- [1] AFP (2018), *Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun* (En ligne) in Voaafrrique, [Cinq choses à savoir sur la crise anglophone au Cameroun \(voaafrrique.com\)](https://voaafrrique.com), consulté le 02/05/2024.
- [2] Africanews avec AFP (2022), Cameroun: 7 personnes, dont 1 sous-préfet, tuées en zone anglophone (En ligne) in Africanews, [Cameroun : 7 personnes, dont 1 sous-préfet, tuées en zone anglophone | Africanews](https://africanews.com), consulté le 14/05/2024
- [3] Baba WAMÉ (2018), « Réseaux sociaux numériques et minorités. Stratégies médiatiques et lutte pour la visibilité des anglophones du Cameroun. » *Les cahiers du numérique* 3 (14): pp 107-127.
- [4] Ben Ahmed LASSAAD (2017), Cameroun-Crise anglophone : les principales dates d'une insurrection -chronologie) (En ligne), aa [Cameroun – Crise anglophone : Les principales dates d'une insurrection \(Chronologie\) \(aa.com.tr\)](https://aa.com.tr), consulté le 02/05/2024.
- [5] Boris BERTOLT (2018), « “L'ennemi est parmi nous”: Les usages politiques de la loi antiterroriste au Cameroun » *Journal des anthropologues* 3 (154-155): pp. 85-107,
- [6] Erik NEVEU (2017), *Sociologie des mouvements sociaux*, Quatrième édition, Paris, La découverte, 128P

- [7] Franck FOUTE (2020), Cameroun : retour progressif à la normale à Buea, Bamenda toujours « ville morte, jeuneafrique, (En ligne), [Cameroun : retour progressif à la normale à Buea, Bamenda toujours « ville morte » - Jeune Afrique](#), consulté le 11/05/2024.
- [8] Franck FOUTE (2019), Cameroun: la question du fédéralisme s'invite au dialogue national, (En ligne) in Jeune Afrique, [Cameroun : la question du fédéralisme s'invite au dialogue national - Jeune Afrique](#), consulté le 14/05/2024.
- [9] Hassane Moussa MBODOU (2022), Cameroun : le sous-préfet et le maire d'Ekondo Titi tués par un engin explosif (En ligne), in Radio Ndarison Internationale, [Cameroun : Le sous-préfet et le maire d'Ekondo Titi tués par un engin explosif – Radio Ndarison Internationale](#), consulté le 14/05/2024.
- [10] Henri FOTSO (2020), rubrique POLITIQUE, Dialogue national au Cameroun : bilan contrasté un an après, (En ligne) DW [Dialogue national au Cameroun : bilan contrasté un an après – DW – 30/09/2020](#), consulté le 14/05/2024.
- [11] Human Rights Watch (2022), *Cameroun : Exactions des séparatistes dans les régions anglophones. Il faut poursuivre et sanctionner les combattants pour les crimes commis contre des civils*, (En ligne), [Cameroun : Exactions des séparatistes dans les régions anglophones | Human Rights Watch](#), consulté 14/05/2024.
- [12] International Crisis Group (2019), « Crise anglophone au Cameroun: comment arriver aux pourparlers. » Rapport Afrique (272) du 02 mai 2019, 41P
- [13] Jacques-Alexandre ESSOSSO (2017), « Cameroun: la crise anglophone ne faiblit pas » (En ligne), Jeune Afrique, [Cameroun : la crise anglophone ne faiblit pas - Jeune Afrique](#), consulté 01/05/2024.
- [14] Jeune Afrique (2020), Cameroun : que reste-t-il du Grand dialogue national ? (En ligne), [\[Tribune\] Cameroun : que reste-t-il du Grand dialogue national ? - Jeune Afrique](#), consulté le 15/05/2024.
- [15] Joseph KEUTCHEU (2021), « La crise anglophone : entre lutte de reconnaissance, mouvements protestataires et renégociation du projet hégémonique de l'État au Cameroun ». *Politique et Sociétés*, Vol 40, n°2, pp3–26.
- [16] Kevin Gires NGUEBEN CHENDJOU (2020), *Les politiques de reconstruction de la paix dans le contexte de la crise anglophone : le cas du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration* Université de Yaoundé 2, Mémoire en Science Politique option Relations Internationales et Études Stratégiques, 165P
- [17] Killian Chimtom NGALA (2020), « Crise anglophone au Cameroun : comment a-t-elle commencé et quand finira-t-elle ? » (En ligne), BBC News, [Crise anglophone au Cameroun : comment a-t-elle commencé et quand finira-t-elle ? - BBC News Afrique](#), consulté le 30/04/2024.
- [18] Loi n°96/06 du 18 janvier 1996, Portant révision de la Constitution du 02 juin 1972, modifiée et complétée par la loi n°2008/001 du 14 avril 2008, 30P
- [19] Marie Irène NGAPETH BIYONG (2009), *Cameroun. Combat pour l'indépendance*, Paris, harmattan, 520P

- [20] Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG (1992), *l'acteur et le système : Les contraintes de l'action collective*, Éditions du Seuil, Paris, 500P
- [21] Nadine MACHIKOU (2018), « Utopie et dystopie ambazoniennes: Dieu, les dieux et la crise anglophone au Cameroun. » *Politique africaine* (150): pp.115-138
- [22] Okereke NNA-EMEKA (2018), « Analysing Cameroon's Anglophone Crisis. » *Counter Terrorist Trends and Analyses* 10 (3): pp. 8-12
- [23] Peter BERGER et Thomas LUCKMANN (2012), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, 344p.
- [24] Pierre BOUOPDA KAME (2018), *La crise anglophone au Cameroun*, Paris, Harmattan, 190P
- [25] Piet KONINGS and Francis B NYAMNJOH (2003) *Negotiating an Anglophone Identity: A Study of the Politics of Recognition and Representation in Cameroon*. Leiden & Boston: Brill, Afrika-Studiecentrum Series, No 1, 230P
- [26] Piet KONINGS (1996), « Le problème anglophone au Cameroun dans les années 1990. », in *Politique africaine* 62 (juin): pp 25-34.
- [27] Piet KONINGS, « le « problème anglophone » au Cameroun dans les années 1990 », in *Afrika-Studiecentrum (Leiden)*. pp. 25-34.
- [28] Piet KONINGS, et Francis NYAMNJOH (1997), «The Anglophone Problem in Cameroon. » *Journal of African Modern Studies* 35 (2): pp. 207-229.
- [29] Serge LOUNGOU et Serges MEYE NDONG (2022), « Les régions anglophones du Cameroun, théâtre d'un conflit oublié », in *Géographie et guerre. Au-delà du conflit en Ukraine, quels liens? Quelles évolutions?* Volume 2, n°2, pp. 47-48.
- [30] Victor J NGOH (2001), *Southern Cameroons, 1922-1961: A Constitutional History*. Aldershot: Ashgate, 243P